

Compte-rendu de l'Assemblée générale nationale de coordination des facs et labos en lutte

14 décembre 2019 – Bagnolet

180 présent.e.s à 16h + 35 personnes qui suivent sur Discord

Etablissements représentés : Angers, Bordeaux, Bourgogne, Campus Condorcet, Cnam, Créteil, EHESS, ENS Ulm, ENS Jourdan, INSPE Paris, Lille, Marne la Vallée, Muséum d'histoire naturelle, Nanterre, Paris 1, Paris 3, Paris 5, Paris 7, Paris 8, Paris 13, Paris Saclay, Paris Sud, Poitiers, Pouchet, Rennes 2, Sorbonne Université, Tours. En présence de collègues enseignants également en BTS.

Participation de syndicalistes de FERC CGT, SNCS-FSU, SNESUP, SNTRS, Sud Education, Sud Recherche EPST. Participation de membres de Sauvons l'Université, Université Ouverte.

1. Introduction générale et points d'information

Présentation du théâtre l'Echangeur par R.

Introduction par M. (Angers). Présentation du contexte : retraites, LPPR. Historique : ancrage dans la mobilisation contre les déclassés au CNRS. Groupe 19 juin.

Chronologie de la mobilisation :

AG 2 décembre MSH Paris Nord (150 personnes)

Cortèges aux manifestations, AG, action le 12 décembre aux journées innovation de l'ANR Point de G. (Paris 3) sur l'organisation de l'AG (pas de tribune)

Point d'information de J., collectif Nos Retraites.

Réforme a trois objectifs : maîtriser la dépense publique (ne pas aller au delà de 14% du PIB, objectif idéologique) ; changer la philosophie du système, hérité de 1945, qui place les retraites dans la continuité des revenus d'activité, passer à logique de neutralité actuarielle, la retraite est la restitution de ce qui a été cotisé, le système s'équilibre seul ; lier les deux par décote en deça de l'âge pivot, ne dépendant plus d'années de cotisation, et avec un âge pivot qui augmente avec l'espérance de vie. > Ca permet de ne jamais augmenter l'enveloppe et ajuster automatiquement le niveau des pensions.

Idee de retour à l'équilibre dès 2022 avec cette logique de décote. Ouvre espace pour retraite par capitalisation.

Le gouvernement ne parle qu'équité, universalité, sans parler du niveau des pensions.

3 opportunités : prendre frontalement la question des cotisations sociales et de la solidarité ; penser à l'endroit, nécessité d'un système public ; ça fait longtemps que pas eu réforme aussi violente, touchant la totalité de la population > possibilité de construire quelque chose et gagner.

Présentation de la LPPR par H. (Paris 1).

Loi qui va être présentée en janvier, sur la base de trois rapports sortis en juin, discutés par élu.e.s des sections CNRS (C3N). 1^{er} rapport qui fait un constat juste sur les problèmes, puis philosophie générale de règlement des problèmes en échange de compensations > prétextes dans le 2^{ème} rapport pour attaques contre la recherche et l'enseignement, et au final conditions d'étude des étudiant.e.s et de travail de tou.te.s les personnels. On voit réapparaître des choses présentes sous Sarkozy / Péresse, notamment, création de contrats précaires (CDI chantier), différenciation entre universités (certaines ED pourront se passer de qualification), chaires d'excellence (recrutements hors grilles et avec moins d'obligation de cours, environ 150 au détriment d'autres postes d'EC, postes de 5 ans tenure track), modulation de service (calcul en ECTS plutôt que service horaire), centralisation des moyens à l'ANR pour en finir avec financements pérennes, désengagement de l'Etat. Troisième rapport sur relations entreprises / recherche, peu de propositions concrètes.

Point réforme de l'assurance chômage par L. et F. (Paris 8).

Baisse cotisations avec remplacement par CSG. Conséquences dramatiques sur sécurité sociale, change logique (étatisation du financement) et élargit le nombre de cotisant.e.s. Loi avenir professionnel 2018, Etat met la main sur gestion de l'assurance chômage, fixe les règles que l'Unedic devra suivre. Négociations > février 2019 syndicats/patrons ne réussissent pas à se mettre d'accord, Etat prend la main et fixe les nouvelles règles. Précarisation accrue avec moins d'accès, baisse des pensions et augmentation du contrôle. Il fallait 4 mois sur 24, désormais 6 mois. Touche 710000 personnes. Rechargement des droits est supprimé en pratique (il faudra 6 mois). Dégressivité de l'indemnité en fonction des revenus (d'abord hauts revenus touchés, mais risque est que ça s'étende). Modalité de calcul des indemnités change : plus sur jours travaillés mais revenus mensuels moyens du travail sur période de référence variant entre 6 mois et 2 ans (flou, grosses inégalités, va toucher particulièrement ceux et celles qui alternent périodes travaillées et chômées). Baisse pour la moitié des chômeurs indemnisés. Economies massives.

Débats sur ces points d'information :

J. (BTS) : logique de retraite et d'allocation chômage pensée par Ambroise Croizat est sur le mode du salaire, rétribuant création de valeur.

M. (INSPE Paris) : réforme du concours pour recrutement des enseignant.e.s.

?: refus de création de valeur. Il faut commencer à mettre en question son statut de travailleur, car le travail c'est fini. Il faut partir de la révolte plutôt que des réformes. Se poser la question des relations profs / étudiant.e.s. Public / privé, deux faces d'une même pièce.

?, Nanterre : BIATSS sont parti.e.s rapidement de l'AG car on parlait de ce qui nous concerne en tant qu'EC, elles et eux ne se sentent pas concerné.e.s. Il faut mettre en lien avec toutes les autres réformes. Il faut fédérer un peu toutes les colères. Fil : précarité tue, notamment étudiante.

2. Bilan des mobilisations

Introduction de M. (Paris 1) : important de parler des mouvements locaux existants et de leurs limites

A. (Rennes 2) : mandatée de l'AG. Plusieurs AG étudiantes, autour de 400 p, deux AG du personnel dont 150 le 10/12 (10% des personnels) avec beaucoup de BIATSS présent.e.s. Caisse de grève. Renforcement du dialogue avec étudiant.e.s alors qu'histoire récente a fait rupture assez forte.

F. (histoire, UPEC) : action cette semaine pour demander neutralisation de la badgeuse du 5 au 15 décembre > jours comptés comme faits. Important pour impliquer les BIATSS.

V. (STAPS, UPEC) : on a aussi obtenu que les vacataires soit rémunéré.e.s

C. (CNRS) : mandatée Sud Educ. Inclure suivi des recrutements dans les points action et revendication.

E. (physique, Paris Sud) : comité de mobilisation 30aine de personnes, organisation des bus pour aller en manif. Action organisée le 13/12 sur inauguration du bât physique (Pécresse a annulé sa venue). Forte pression sur les 30^e de salaire retirés aux BIATSS, tour de vis.

J. : mandatée AG Paris 1. Mobilisation a commencé par heures d'info syndicales en octobre novembre sur précarité, pression sur agents... AG d'étudiant.e.s ne peuvent plus se réunir, il y

a des AG de personnel au Panthéon, avec délégations étudiant.e.s mais c'est tout. Demande d'une ouverture d'un centre pour qu'étudiant.e.s puissent s'organiser. Paris 1, la direction prête à tout lâcher sur les examens.

V. : mandaté ENS Paris. AG à une centaine avant le mouvement. 5 décembre, beaucoup de grévistes. Com mob à une 20aine / 30aine.

X. : à campus ENS Jourdan, actions de blocage au dépôt de bus Porte d'Orléans. Lien avec primaires collèges et lycées. Constitution en AG. Ce matin agitation de conférence.

L. (CNAM) : Petites AG, surtout IT présent.e.s, pas d'élèves. Invasion du CA à 70-80 pour lire une déclaration. Revendications liant retraites et précarité au Cnam. On a vu des nouvelles têtes. Au LISE, collectif

F., parle au nom du collectif interfac des étudiant.e.s

G., Solidaires Etudiant.e.s : rappeler mobilisation sur précarité. 16 facs. 6 facs bloquées ou occupées. A Sciences po, une réu d'information et une AG à 50.

A. (sociologie Bordeaux) : mandatée par AG. Etudiant.e.s et GJ occupent amphi, fac est ouverte mais pas d'accès aux bureaux, on doit assurer service à distance. AG de personnel, lien intersyndical et chercheur.e.s CNRS et IEP Bordeaux. Question des partiels. On fait quoi ? Grève, ça signifie quoi ? Une 50aine de mobilisé.e.s mais 2000 collègues non, on ne sait pas quoi faire.

L. (étudiante, Nanterre). Plus compliqué d'organiser quand la fac est un peu vidée par la grève des transports, mais on continue. AG à venir. Lutte contre le LMD4, suppression des compensations et rattrapages. Luttés de la jeunesse plus généralement, retraites, précarité des jeunes, et Macron en général. Contexte général qui va dans ce sens-là. On peut y arriver tou.te.s ensemble. AGs interprofessionnelles, Nanterre, Hauts-de-Seine, IDF. On peut gagner, on va gagner.

V. (ingénieur de recherche contractuel, P13) : une seule AG depuis fin novembre, retraites. Difficulté d'arriver sur le site avec la grève des transports. Cortèges de 30 à 60 dans les manifestations, depuis le 5, moments de rassemblement ailleurs qu'à Paris 13, c'est essentiel. Question de rdv communs dans Paris, comme avec le cortège commun mardi dernier. Mais rdv sur la fac aussi pour mobiliser les collègues, construire la mobilisation sur la fac.

V. (MCF Paris-Diderot) : tradition limitée de lutte sociale dans cette fac, mais maintenant des AG à 150, donc c'est positif. Une présence sur la fac assez régulière depuis 2 semaines, faire vivre le mouvement sur la fac, reconstruire des habitudes collectives, de banderoles, de cortèges, de tracts... Soutien SNESUP, CGT. Caisse de grève récente. Grandes différences selon UFR et départements, sur le décompte des jours de grève. Souvent pression pour mise en congé lorsque les transports empêchent de venir, donc revendications de l'AG là-dessus, s'adresser à la direction. La préoccupation des examens arrivent ; les examens de la semaine prochaine sont repoussés, pas satisfaisant. Suppression des partiels de janvier et 13/20 à tous dans une UFR, tentatives d'étendre à d'autres. Délégation en visite chez les grévistes d'Austerlitz. Discussion pour initiatives communes en début de semaine prochaine ; besoin de discussion et d'idées pour la suite.

S. (personnel, Sorbonne Université) : mêmes problèmes avec la présidence qu'à Paris 1 (fermetures) ou Paris Diderot (congéés forcés pour problèmes de transport). Difficile de mobiliser, peu de monde dans les AGs, ce qui ne veut pas dire que les gens ne sont pas mobilisés. Pas mal de grévistes sur les principales journées, plus haut que d'habitude semble-t-il, correspond à la situation nationale. Impression de progression chez les enseignants-chercheurs, notamment avec LPPR, mais ça reste du ressenti. Jussieu, campus pas fermé,

mobilisation étudiante relativement limitée / à confirmer par autres interventions.
Clignancourt mobilisation pas négligeable (moins fort que pour Parcoursup mais quand même). Large majorité contre la réforme des retraites, mais travail à faire sur le fond de la précarisation et de l'individualisation des conditions de salaire et de travail, sous-estimation.

E. (pétition de biologistes en réponse à Antoine Petit sur le « darwinisme » social) : plus de 11000 signatures pour ce texte hier. Aucune illusion sur un effet immédiat, mais rend visible un malaise général, indice de mobilisation potentielle, et volonté d'enchaîner maintenant avec des formes de mobilisation plus efficaces.

X. (bibliothèque du campus Condorcet) : nouvel établissement, luttes sur les nouvelles conditions de travail. Discours managérial sur le thème d'une supervision de la Cour des comptes sur les rapports entre nombre de jours de congé et nombre d'heures de travail par semaine. Mobilisation a fait retirer le projet mais ça va revenir, vigilance.

L. (Géographe, Tours) : mobilisation croissante du côté des EC, présence en manifestation, ça fait plaisir. Pétitions aussi qui circulent, Petit, réforme du CAPES aussi. Mais des difficultés à montrer l'enjeu de la convergence des oppositions contre la LPPR, sur les retraites, la précarité, etc. Des collègues BIATSS qui estiment que leur salaire est trop bas pour se mobiliser. Et des difficultés pour faire comprendre les conséquences concrètes futures de la LPPR.

F. (mandaté AG centre CNRS Pouchet). AG de chercheur.e.s, doctorant.e.s, quelques autres personnels. Volonté d'aller vers les grévistes d'autres secteurs dans le quartier (ratp porte de clichy, hotel Ibis batignolles...). Projection débat. Articuler systématiquement réforme retraites, chômage, et LPPR.

X. : lutte contre les restrictions de droits des étudiants extra-communautaires (frais d'inscription, visa pour les jeunes docteurs), et contre la précarité étudiante en général. Idée de réintégrer les personnels externalisés.

E. (MCF philo Paris 8) : AGs d'étudiant.e.s, la première 300. Intersyndicale puis AG des personnels, plus de 100. On est en grève. Mais depuis la grève des transports difficultés pour être à la fac. Un noyau très présent sur les mobilisations, les piques de grève. Dernière AG moins de 100 mais beaucoup de monde dans les manifs. Par rapport à l'an dernier, mobilisations précédentes, ne pas oublier les enjeux sur les postes qu'on perd, un nombre incroyable depuis 10 ans ; et puis contre les hausses de frais d'inscription pour les étudiant.e.s extra-communautaires.

S. (CNRS Lille) : forte mobilisation sur précarité étudiante / des difficultés chez les personnels. Fusion et université désormais sur 3 sites ; des AGs régulières de 40 à 80 personnes ; modalité privilégiée = goûters, moments d'animation... ; du monde en manif. IEP bloquée les jours de mobilisation. Caisse de grève depuis la dernière AG. Décision d'appeler à la grève jusqu'à mardi, et voir ensuite.

Laboratoire CERAPS : mandatement. Que faire au niveau des laboratoires, quelles modalités pour empêcher que le rythme de la recherche continue comme si de rien n'était. Encore en discussion, à discuter ici dans le point suivant.

F. (doctorante et ATER à l'UPEM) : 5 AG depuis le début du mouvement. Plutôt personnels SHS au début, et puis maintenant aussi étudiant.e.s. 60 participant.e.s environ. Difficultés de se rendre à la fac. Difficulté d'estimer le nombre de collègues grévistes. Vote de la grève reconductible à chaque fois. Caisse de grève pour les BIATSS. Cortège UPEM-déter dans le cortège ESR des manifestations parisiennes. Liens avec AG interprofessionnelle voisine, accueillie lundi matin à la fac. Santé, éducation, poste, RATP... Préparation aussi d'ateliers d'éducation populaire, de cours alternatifs, la semaine prochaine, pour être présent.e.s sur le

lieu de travail. Dernier point, action auprès du CROUS sur la précarité étudiante. Lettre ouverte à signer. Bourses impayées...

3. Actions à organiser dans la semaine + Structuration du mouvement

Présentation de la mobilisation en cours par M. (MCF Angers) : Besoin de repartir d'un bilan positif ; niveau de mobilisation contre les retraites rappelle 1995. LPPR : ça fait longtemps qu'on n'avait pas autant anticipé. Cette fois on peut se féliciter de notre préparation : mouvement de grève généralisé en France constitue excellent contexte + qualité de notre préparation.

Vidal est censée annoncer LPPR en janvier ; + réforme des retraites, quelle chronologie pour ces deux chantiers ? Vidal n'a pas osé exposer à la radio les aspects les plus « explosifs » du projet LPPR. Aujourd'hui nous sommes 200, dans un bon contexte – même si la grève des transports complique les déplacements pour se rendre en manif et en AG.

3 chantiers :

- 1) Renforcer la mobilisation dans les facs, par en bas. Que les facs soient locomotives de la mobilisation. Faire grève sans vider les facs ; bloquer sans s'enfermer.
- 2) Lien entre enseignants, étudiants et personnels ; énorme plan social qui traverse tous les secteurs. Relier ces secteurs.
- 3) Où sont nos syndicats ? Nos organisations ne sont pas là ! C'est à nous de les mobiliser. Comment s'organiser pour que nos syndicats mobilisent leurs forces et leurs outils.

Réponse dans la salle « On est là ! On est là ! » (un peu chanté)

Rendez-vous : mardi, manif : construire un cortège.

Discussion sur la mobilisation

X. : Coordination entre étudiants ? Coordination avec les autres secteurs ? Certains GJ sont présents ici : se rejoindre sur des actions communes.

L. (Sud Education, Paris Sud) : Arrêter de casser du sucre sur le dos des orgas syndicales. On fait le boulot.

X. Syndiquée CGT : Appuyons-nous sur les syndicats. Travailleurs, notre travail consiste à exercer un travail ordinaire, dans la durée : sommes-nous prêts à arrêter de publier ? Lançons un appel à nos collègues les enjoignant à refuser de faire le travail : pas seulement grève des cours ; arrêt des heures supp (qui contribuent à la suppression des postes) ; arrêt des publications ; arrêt des réponses aux appels d'offre. Arrêt des réponses aux évaluations. Prise de position forte en tant que travailleurs et travailleuses.

X. : Mobiliser sur les retraites. Dans le secondaire et le primaire, ils font des calculs, des simulations sur le niveau de leur pension. On réalise individuellement, concrètement, la mesure de l'enjeu. Il faut taper fort : il faut qu'ils soient débordés, par autre chose que le problème des retraites. Je veux demander la démission de Frédérique Vidal et Antoine Petit. Mettons ça comme possibilité ouverte par cette assemblée.

X., doctorant à l'Observatoire de Paris et SDF : Crous m'a supprimé mon logement. J'interviens en écho à la personne qui parlait de « rage ». L'accès à une vie décente, l'accès au logement – ce gouvernement est meurtrier et terroriste. Certains groupes – RATP, cheminots – tous les matins, sont brutalisés par la police. Les caisses de grève passent, et je vois qu'on met 2euros... Mesurez-vous la gravité de la situation ? Je suis doctorant : je gagne 1,1 Smic ; je n'ai plus de logement. Depuis le début de la grève, je donne l'intégralité de mon salaire aux caisses de grève.

Quand on parle des retraites d'aujourd'hui, on ne parle pas de nos retraites futures : on parle de comment on répartit aujourd'hui la richesse. On est devant un système économique meurtrier : il faut plus de rage.

F. fait un point discord (53 personnes suivent l'Ag à distance) : plébiscite massif de la caisse de grève. Rappel : ce n'est pas aux grévistes de se déclarer en grève. Celles et ceux qui n'ont pas à perdre une partie de leur salaire sont invités à reverser tout ou partie de leur rémunération aux caisses de grève. Congrès FSU de ce week-end, difficile de venir pour le SNES SUP.

V. (CNRS EHESS) Point sur la caisse de grève : celle qui tourne ici remboursera les frais engagés ici + reversé à CGT Infocom. En tant que chercheuse à l'EHESS, je témoigne des difficultés de mobilisation : EHESS fermée. Occupations de lieu : réaliste étant donné le pb des transports ?

N. (ATER Paris 13) : Pétitions, c'est bien mais pas suffisant. On ne va pas écrire des tribunes dans le monde ; il faut faire beaucoup plus que ça. On veut faire plier le gouvernement. Ne raisonnons pas seulement en chercheurs : prêtons nos forces aux blocages de dépôts de bus, au flux des marchandises. Bloquons le métro automatique ! (applaudissements).

S. (CNRS Lille) : Caisses de grève organisées par les syndicats quand on est soi-même syndiqué ; les dons aux caisses de grève sont déductibles partiellement. Le syndicat est un outil levier décisif. Ce matin, AG des personnels du primaire et du secondaire : une 50aine d'établissements, mobilisation bcp plus massive que dans le supérieur. Sont demandeurs qu'on rejoigne dans les manifs, qu'on fasse des actions communes : mouvement de la maternelle à l'université, contre Blanquer et Macron. Par exemple dans la manif de mardi, deux cortèges non pas confondus, mais voisins et articulés.

A. (Bordeaux) : Faire un simulateur plus convivial et accessible pour que les gens mesurent comment ils seront impactés. Faire de la pédagogie. Demander la fin de l'ANR (applaudissement). Grève des articles ? Qu'on décrète une année politique, qu'on puisse débattre avec nos étudiants du fond. Que les profs occupent les facs !

L. (Bourgogne) : Univ de Bourgogne, toute petite mobilisation, collègues très dociles, acceptent injonctions de la direction. Deux propositions liées à l'information. Un texte sur la LPPR, pour les enseignants-chercheurs...

X. : Rendre visibles les versements aux caisses de grève. Nous avons besoin d'être en grève pour rejoindre les blocages. Suspender les séminaires, les journées d'études, etc, pour nous libérer pour les actions.

A. (MLV) : Beaucoup de gens ne comprennent pas ou ne connaissent pas encore les enjeux de la réforme ; informer, de manière claire et carrée. Au nom de Sud Educ : ne pas se contenter de diffuser les appels par mail. Se répartir contacts directs entre facs pour passer les infos. Informer sur les pré-rapports de la LPPR.

M. : Installer rapport de force. Organiser blocage généralisé dans toutes les universités : appel général à blocage de toutes les facs. C'est dans le rapport de force qu'on peut diffuser l'information. Sinon le quotidien reprend le dessus.

G. : La caisse de grève aide pour les précaires et bas salaires de notre secteur, mais permet aussi de constituer une caisse centrale, qui donne confiance par son importance. Il y a des secteurs plus mobilisés, ou en avance, mais aucun ne pourra gagner seul. L'éduc nat est l'un des prochains secteurs où la mobilisation peut s'approfondir.

V. (P7) : articuler retraite/LPPR. Sur les retraites, c'est surtout un calendrier syndical. On a davantage de responsabilité sur la LPPR. Il faut un texte plus complet à partir du tract. En rendre concret les conséquences sur les personnels et usagers. Il se passe des petites mobilisations à beaucoup d'endroits, il faut une date mi-janvier pour donner une perspective à ces mobilisations et les coordonner. Texte de Pierre Clément sur comment faire la grève dans l'ESR.

F. : il faut élargir les mobilisations dans notre secteur. Diffuser davantage dans les médias nos actions. Aller vers des états généraux de l'ESR début février. Rejoignez le commob !

C. (étudiante EHESS) : on est lock-outé à l'EHESS. Les blocages de la RATP sont très utiles. Et les lignes automatiques ? Le niveau de précarité rend difficile la mobilisation.

S. : caisse de grève c'est important, mais il faut aussi convaincre. Cortège universitaire oui, mais pas en tête.

A. : Chance d'avoir la LPPR qui arrive en même temps que loi sur les retraites. Il faut aller dans les interpros au niveau local, pour expliquer à d'autres que nous les conséquences de la LPPR

? : AG Interfac lundi 16h au local Sud Rail, actions concrètes par secteur / quartier

Discord : Faire des vidéos plutôt que des textes. Question de la CPU, présidences, directions de labo, etc. Demander à rendre publics tous les documents liés à LPPR. Leur demander position. Mobilisation contre LPPR devrait être contre verticalité néolibérale. Messages nationaux doivent s'adresser aussi aux enseignant.e.s non chercheur.e.s de l'université.

P. (CNRS) : secteur inégalement mobilisé. Proposition de créer un groupe action, groupe de travail sur états généraux.

E. (Paris 1) : Grève des corrections, grèves des examens, grève de recrutement des vacataires. Pour ce qui est des jours de grève, n'oublions pas que possibilité de protocole de fin de conflit

G. (Paris 3) : il faut s'appuyer sur les mouvements existant, dans les facs (Parcoursup) et dehors (GJ). S'interroger sur comment les universités contribuent à la reproduction de la domination (capitaliste, patriarcale et autre). Que faire avec chaîne hiérarchique ? Ils ont été hostiles à Bienvenue en France, et ça a été appliqué.

J. (BTS Saint-Denis) : Traumatisme dans le secondaire de 2003. Deux mois de grève, on pensait négocier sortie de grève, on s'est fait matraquer, on a pas réussi à faire reculer. Idée qu'on va s'appuyer sur reconductible dans l'EN, mais rumeurs dans salles des profs sur combien on est prélevés, on ne sait pas. Corps de métier fragilisé.

G., Solidaires Etudiant.es : Précarité tout au long de la vie, il faut parler de salaire étudiant dans le communiqué final. Pour manif mardi, important d'avoir un lieu. Proposition de M° Temple. Départ commun de Jussieu prévu aussi. Important de s'allier avec syndicats, coordination des événements, c'est ça qui marche, par exemple dans la santé.

L., étudiant Paris Sud : appel à soutien blocage lycées. Menaces faites par des EC sur les bourses. Il faut faire des choses contre les collègues

A. (philo, Poitiers) : appel à aller à AG interpro mardi pour dire ce qui se passe dans l'ESR. Il faut encouragement, dire qu'on se met au service des autres luttes. On peut faire grève partiels, rétention des notes...

E. (philo Paris 8) : on est en grève. Grève de 2009 a réussi, on peut reprendre ce qui a été fait à l'époque : un ultimatum. On arrête tout. On demande à chaque collègue de s'engager individuellement. Si ça n'est pas retiré, à telle date, on arrête.

5. Votes

Ont été adoptés au consensus les actions suivantes

- Rendez-vous universités recherche à quelques centaines de mètres de la manifestation mardi 17/12, pour se coordonner avec les collègues de l'Education nationale
- Appel à se joindre aux mobilisations interprofessionnelles et tous les secteurs en lutte
- Appel à occuper des lieux dans les universités pour les ouvrir à toutes les luttes en cours
- Demander des comptes aux président.e.s d'université et mettre en cause la responsabilité de la Conférence des président.e.s d'université
- Appel au report ou à l'annulation des événements scientifiques pendant la durée de la grève
- Appel à rejoindre la grève suivant divers modalités en cette période d'examen (validation universelle/grève des examens/grève des corrections/rétention des notes) qui devront être coordonnées
- Appel à suspendre immédiatement le recrutement de vacataires en urgence pour le prochain semestre

A été adopté à l'unanimité des présent.e.s le calendrier suivant :

- Se joindre à la mobilisation du 11 janvier 2020 « Blanquer Vidal, il faut les sortir »
- Organiser un événement propre à l'ESR mi-janvier
- Organiser des Etats généraux de l'ESR les 1 et 2 février
- Appel à construire un ultimatum pour mi-février : on arrête tout si on n'obtient pas satisfaction

Ont été adoptés à l'unanimité des présent.e.s les revendications suivantes :

L'ensemble des revendications de l'AG du 2 décembre :

- Pour une université gratuite et accessible à toutes et tous et une recherche scientifique publique au service de toutes et tous.
- Pour la titularisation des précaires qui remplissent des fonctions pérennes et pour un plan de recrutement massif de titulaires à la hauteur de l'augmentation du nombre d'étudiant-es et des besoins publics de recherche.
- Pour la mensualisation des paiements des vacances et le respect de la législation en vigueur. Pour une revalorisation des vacances au moins au SMIC.
- Pour la création massive de postes pérennes à la hauteur de la mission de service public que nous assurons. Contre la casse du statut de fonctionnaire (refus des CDI-chantier, des tenure track qui ouvrent la voie à la remise en cause des statuts de MCF et de CR) ; contre la dérégulation des carrières ; pour la revalorisation du point d'indice ; contre la modulation des services des enseignant-es chercheu-ses, pour la réduction du temps de travail de l'ensemble des personnels de l'ESR ;
- Contre l'imposition du modèle de l'entreprise privée à l'ESR (et la concurrence généralisée et déloyale qui creuse les inégalités existantes et la précarisation de tous les personnels) ;
- Pour la mise en place de moyens effectifs de lutte contre toutes les discriminations ;
- Pour la création de postes pour les candidat-es injustement déclassé-es aux concours CNRS des années précédentes, dont la situation illustre l'étendue de la précarité dans les métiers de la recherche, les tentatives d'imposer un pouvoir gestionnaire

discrétionnaire au détriment de l'évaluation par les pairs et l'importance des discriminations subies tout au long des carrières dans l'ESR ;

- Pour une véritable démocratie universitaire, contre l'augmentation du pouvoir gestionnaire des directions des universités et des établissements de recherche (refus du contournement des instances nationales d'évaluation par les pairs – CNU, Comité national du CNRS) ;
- Pour des mesures efficaces de lutte contre la précarité étudiante (revalorisation des bourses, création de logements étudiants salubres et à faible loyer, amélioration de l'accès à la médecine universitaire).

La plateforme de 2016 des précaires de l'ESR :

- Titularisation des tou·te·s les contractuel·le·s et vacataires de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche travaillant sur des fonctions pérennes !
- Création massive et financement public de contrats doctoraux et de postes de titulaires à l'Université et dans la Recherche pour l'ensemble des corps de métiers (enseignant·e·s et/ou chercheur·e·s, bibliothécaires, personnels administratifs, techniques et sanitaires), notamment par la réaffectation de l'argent du Crédit Impôt Recherche !
- Audit public sur l'état de la précarité dans les Universités et les organismes de recherche, et recensement dans les bilans sociaux des établissements du nombre et du poids des contractuel·le·s, des vacataires et des sous-traitants !
- Mensualisation du paiement des vacataires et des contractuel·le·s, et respect du droit du travail (comme l'obligation de signature d'un contrat de travail avant la prise de fonction, et de remise de fiches de paie mensuelles) !
- Fin du travail gratuit et rémunération de toutes les activités invisibles effectuées par les non-titulaires : surveillances d'examens et correction de copies, heures supplémentaires non payées, vacations et activités de recherche non rémunérées, recours abusif aux stages, etc.
- L'accès au doctorat doit être un droit pour tout·e·s : les doctorant·e·s doivent être rémunéré·e·s décemment pour réaliser leur travail de production de connaissances, sans limitation a priori de la durée des thèses et avec exonération des frais d'inscription !
- Transparence dans l'attribution des financements de thèse, des postes d'ATER et des contrats post-doctoraux, et dans les procédures de qualification et de recrutement des enseignant·e·s-chercheur·e·s : publication des rapports des comités de sélection et motivation individualisée des refus !
- Allongement de la durée de rattachement des nouvelles/aux docteur·e·s à leur laboratoire, avec accès aux locaux et aux financements au même titre que les titulaires !
- Abrogation des critères de nationalité dans l'accès aux postes et financements, et attribution d'un titre de séjour de « travailleur·e » aux doctorant·e·s et docteur·e·s étranger·e·s, afin qu'ils et elles puissent bénéficier des allocations-chômage dues à l'issue de leur contrat de travail !
- Lutte contre les discriminations systémiques à l'Université et dans la Recherche qui s'appuient sur et qui renforcent les situations de précarité !

Ainsi que les revendications suivantes :

- Exiger la réouverture des sites universitaires fermés autoritairement depuis le 5 décembre
- Suppression du statut de vacataire
- Salaire étudiant
- Etudes gratuites pour tou.te.s
- Suppression de la Conférence des présidents d'université (CPU)
- Refus de l'augmentation du temps de travail des BIATSS et IT

Ont été adoptés à la majorité des présent.e.s les revendications suivantes :

- Démission d'Antoine Petit, PDG du CNRS
- Démission de Frédérique Vidal, ministre de l'ESR

Un appel à dons pour caisse de grève permet de récolter 475 euros parmi les présent.e.s.
L'intégralité sera reversée à la caisse de grève interpro initiée par Info'Com-CGT.